

# Rapport de la Banque mondiale : L'économie malienne a montré des signes de résilience malgré les sanctions, les chocs climatiques et des risques de liquidité pourraient...



Banque mondiale

***Un communiqué de la Banque mondiale publié le mercredi 26 juillet 2023, il indique que l'économie malienne a montré des signes de résilience malgré les sanctions de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'inflation alimentaire élevée et les infestations parasitaires qui ont affecté la production de coton.***

Selon la Note sur la situation économique du Mali en 2023 de la Banque mondiale intitulée « Renforcement de la résilience financière des éleveurs face à la sécheresse », la croissance du PIB est estimée à 1,8 %, soutenue par la reprise de l'agriculture vivrière et la résilience de l'or et des télécommunications. L'inflation annuelle moyenne a augmenté pour atteindre 9,7 % en 2022, principalement en raison de l'augmentation des coûts des denrées alimentaires.

Explique le plus clair le communiqué qu'en termes de projections, le rapport souligne que les perspectives pour 2023 sont soumises à des risques liés au calendrier électoral et au resserrement des conditions financières. L'augmentation du coût du financement sur le marché régional apparaît au cours des 12 derniers mois comme un risque important étant donné les besoins élevés de financement intérieur brut du Mali. Le resserrement de la politique monétaire s'est traduit par une hausse des rendements des bons du Trésor à 6-12 mois et des obligations du Trésor à 5 ans pour les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Les risques de liquidité et de refinancement et les difficultés des finances publiques qui en découlent pourraient peser sur l'économie au sens large et sur la société, en réduisant les dépenses sociales et les investissements et en accentuant potentiellement l'accumulation des arriérés.

Également, le rapport consacre son deuxième chapitre aux instruments de financement et d'assurance des risques de catastrophe pour réduire les impacts socio-économiques négatifs des chocs climatiques. Il en ressort que le Mali a subi au moins 40 chocs climatiques majeurs

entre 1970 et 2020 et que la sécheresse aurait touché environ 400 000 personnes par an et réduit les revenus agricoles liés aux récoltes de 9,5 millions de dollars par an. Il serait cependant possible de renforcer la résilience financière face cette sécheresse à travers la mise en place d'instruments pour protéger des secteurs aussi importants que le pastoralisme et l'agriculture.

Le financement et l'assurance des risques de catastrophes fournissent des mécanismes qui visent à réduire les impacts socio-économiques négatifs des chocs climatiques. *« Ces mécanismes peuvent fournir des financements opportuns et ciblés en réponse à un choc ou en prévision de celui-ci ; 15% de la superficie du Mali est parfaitement adaptée au financement et à l'assurance des risques de catastrophes basés sur un indice pour les éleveurs, tandis que 10% supplémentaires pourraient l'être après une analyse plus approfondie »*, explique Daniel Pajank, économiste senior et coordonnateur de la Note sur la situation économique du Mali en 2023.